



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

frais de cure

Question écrite n° 91112

Texte de la question

M. Daniel Poulou * souhaite interroger M. le ministre de la santé et des solidarités sur les taxes pour frais de dossiers des établissements thermaux en supplément du forfait thermal tout compris prévu par la convention thermale du 1er avril 2003 qui régit les rapports entre les établissements et les caisses nationales de l'assurance maladie. À plusieurs reprises, il a indiqué que le retrait de cette mesure et un retour au cadre conventionnel était nécessaire. Or il semble que tel n'est pas encore le cas. Il souhaite qu'il lui précise les décisions prises en la matière et si le retrait de cette mesure et le retour au cadre conventionnel sont aujourd'hui effectif, ou non, et pour quelles raisons.

Texte de la réponse

L'attention du ministre de la santé et des solidarités a été appelée sur la situation des cures thermales et les frais de dossier de 10 euros imposés par certains établissements thermaux aux curistes. Le Gouvernement s'est constamment opposé à cette mesure et le ministre de la santé et des solidarités a eu l'occasion de demander aux partenaires de la convention thermale d'ouvrir un dialogue sans a priori ni condition afin de convenir d'une solution qui respecte les intérêts de chacun, et en particulier des curistes. La caisse nationale d'assurance maladie et le conseil des établissements thermaux, représentant la profession, viennent de conclure un accord. Cet accord prévoit une revalorisation de 6 % du forfait thermal pris en charge par l'assurance maladie, à hauteur de 4 % dans un premier temps et 2 % complémentaires en 2007. La profession s'est engagée à retirer immédiatement les frais de dossier. Cet accord représente une étape importante dont le Gouvernement se félicite. La procédure de validation de cet avenant sera engagée sans délai par le gouvernement. Ce résultat positif est dû à l'engagement de chacun et à l'esprit de responsabilité qui a prévalu de la part de toutes les parties. Cet accord est aussi un retour au cadre conventionnel. Il permet désormais aux parties intéressées de reprendre les discussions, sur les sujets d'intérêt pour l'avenir du thermalisme comme la reconnaissance médicale du thermalisme, la diversification des activités des établissements ou la politique touristique en faveur d'une plus forte attractivité du thermalisme.

Données clés

Auteur : [M. Daniel Poulou](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 91112

Rubrique : Assurance maladie maternité : prestations

Ministère interrogé : santé et solidarités

Ministère attributaire : santé et solidarités

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 avril 2006, page 3599

Réponse publiée le : 25 juillet 2006, page 7865